




LUXEMBOURG

Déclaration de S.E. Monsieur Xavier Bettel
Premier ministre, Ministre d'État

78^{ème} session ordinaire de l'Assemblée générale
des Nations Unies

New York, le 22 septembre 2023

Seul le discours prononcé fait foi



Monsieur le Président,

Je vous félicite pour votre élection à la présidence de la 78^{ème} session de l'Assemblée générale. Vous avez le plein soutien du Luxembourg pour faire de cette session une session de progrès, avec des résultats tangibles.

Vous avez placé cette session et notre débat sous le thème « rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale ». A juste titre, vous nous appelez à accélérer l'action menée pour réaliser le Programme 2030 et ses objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tout le monde. Vous nous appelez à rebâtir la paix et la sécurité internationales, à faire preuve de leadership dans la lutte contre le changement climatique, et à soutenir les efforts visant à promouvoir et à garantir la pleine jouissance des droits humains par tous. Vos priorités sont aussi nos priorités.

Pour répondre aux menaces globales, de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine au dérèglement climatique, de la pauvreté aux pandémies, nous devons agir. Nous devons agir ensemble, en tant que nations véritablement unies.

Etre uni, ça veut dire quoi ? Pouvoir compter l'un sur l'autre.

Pour sa part, le Luxembourg s'engage dans tous les domaines pour appuyer les buts et principes des Nations Unies. Membre fondateur de l'ONU, de l'Union européenne, de l'OTAN, de l'OSCE, du Conseil de l'Europe, de l'OCDE et autres, mon pays n'a eu de cesse de contribuer au développement de l'ordre international fondé sur la règle de droit. En tant qu'Européens, nous nous engageons au quotidien pour défendre les principes ancrés dans la Charte des Nations Unies et renforcer le multilatéralisme, avec les Nations Unies en son cœur.

J'évoquerai d'abord notre **appui au développement durable**.

Le Sommet sur les objectifs de développement durable (ODD) qui s'est tenu il y a quelques jours nous a rappelé l'urgence de redoubler d'efforts si nous voulons atteindre les ODD d'ici 2030. Les effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19 et de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine ont entraîné une détérioration des indicateurs de pauvreté dans beaucoup de pays en développement. Dans ce contexte, il ne saurait être question de baisser les bras. Ce serait irresponsable !

Le Luxembourg est déterminé à continuer de faire preuve de solidarité. Nous consacrons depuis plusieurs années 1% de notre revenu national brut à l'aide publique au développement. Notre appui se concentre sur les pays les moins avancés et les secteurs sociaux de base.

Le Luxembourg a eu l'honneur de préparer avec l'Afrique du Sud le Dialogue de haut niveau sur le financement du développement qui s'est tenu le 20 septembre. Ce dialogue a permis d'identifier des pistes pour combler le déficit de financement des ODD. En partenariat avec les institutions financières internationales et le secteur privé, il s'agit de mobiliser les ressources dont les pays en développement ont besoin pour sortir de l'endettement et assurer le financement des ODD.

Chers collègues,

Notre **action climatique** doit être à la hauteur des défis qui menacent notre génération et les générations futures. C'est une question existentielle ! Elle nous concerne tous.

Le Luxembourg partage l'engagement du Secrétaire général de résoudre la crise climatique. Nous voulons des résultats ambitieux et tangibles qui limitent le réchauffement climatique maximal à 1,5 degré Celsius par rapport aux niveaux préindustriels. Nous devons tenir cet objectif auquel nous avons souscrit à Paris en 2015.

Nous allons appuyer les négociations à la COP28 en vue d'établir un nouveau fonds pour les pertes et dommages afin d'aider les pays en développement qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes du changement climatique. C'est le cas des petits États insulaires en développement.

Nous renforçons notre financement climatique international, qui vient s'ajouter à notre APD. Mon Gouvernement vient de décider d'augmenter la contribution du Luxembourg au Fonds vert pour le climat de 25 % pour la période 2024-2027.

Nous travaillons en étroite coopération avec la Banque européenne d'investissement dans le domaine de la finance durable. La place financière du Luxembourg, en particulier notre Bourse verte, *Luxembourg Green Exchange*, joue un rôle majeur dans la mobilisation des capitaux privés requis pour financer la transition vers la neutralité carbone d'ici 2050.

Au niveau national, le Luxembourg a mis en place une législation ambitieuse et des outils stratégiques pour réussir la transition vers la neutralité climatique au plus tard en 2050. Cet objectif a été fixé à 2040 au plus tard pour l'administration publique.

Monsieur le Président,

Les **droits humains** sont au cœur de notre appui au développement durable, de notre action climatique et de toutes nos actions aux niveaux national et international. Il s'agit de faire en sorte que tous les êtres humains puissent jouir pleinement de tous les droits humains : droits civils et politiques, droits économiques, sociaux et culturels. J'y ajoute les droits dans le domaine numérique.

Cette année nous célébrons le 75^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits humains. Pour le Luxembourg, la promotion des droits humains, en particulier la promotion des droits des femmes et des enfants, est une priorité.

Le Luxembourg est fier d'avoir porté une initiative humanitaire qui a abouti à la décision de cette Assemblée de créer, sous les auspices de l'ONU, une institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne. Cette institution vise à garantir le droit des familles de connaître le sort de leurs proches disparus et le lieu où ils se trouvent et de recevoir un soutien adéquat. Je voudrais ici saluer le courage des familles syriennes qui ont été la force motrice de cette initiative.

Je voudrais aussi souligner à quel point il est important de lutter contre l'intolérance, contre les discours de haine et contre toutes les formes de discrimination. Je pense par exemple aux discriminations qui visent les individus en raison de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre. Il est choquant de voir qu'elles existent encore au 21^{ème} siècle. C'est pour cela que le Luxembourg s'engage résolument pour protéger et promouvoir les droits des personnes LGBTI. C'est pour cela que nous redoublons d'efforts pour lutter contre l'antisémitisme et d'autres formes d'intolérance. C'est pour cela que nous avons soutenu activement l'adoption par cette Assemblée d'une résolution engageant les États membres à rejeter sans réserve toute négation ou déformation de l'Holocauste. **Soyons intolérants face à l'intolérance.**

Monsieur le Président,

Le rôle que les Nations Unies jouent en matière de **maintien de la paix et de la sécurité internationales** est crucial. Dans ce domaine aussi, mon pays s'efforce de faire une contribution utile. Le Luxembourg a appuyé pendant plusieurs années la MINUSMA en fournissant à cette mission des capacités de pointe en matière de communication satellitaire et du personnel spécialisé. La décision des autorités maliennes de demander le retrait de la mission est regrettable. Elle intervient à un moment où la situation politique et sécuritaire dans la région du Sahel se détériore.

Le Luxembourg s'est associé au Secrétaire général et à nos partenaires africains, l'Union africaine et la CEDEAO, qui ont condamné dans les termes les plus fermes la tentative de coup d'État au Niger et exigé un retour à l'ordre constitutionnel et démocratique au Niger dans les meilleurs délais. Le Niger est un des principaux pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Il était jusque-là un pôle de relative stabilité dans une région très fragile. Je me joins aux appels à la libération immédiate du président Bazoum et de sa famille.

La multiplication des coups d'État, au Sahel et au-delà, est préoccupante. Nous soutenons l'action de l'Union africaine et des organisations régionales africaines pour faire prévaloir la démocratie et l'État de droit.

Monsieur le Président,
Chers collègues,

Le respect de l'**État de droit** et du **droit international** est primordial.

Or les principes de la Charte des Nations Unies continuent d'être foulés au pied par la Russie, un membre permanent du Conseil de sécurité, qui poursuit sa guerre d'agression meurtrière et criminelle contre l'Ukraine et le peuple ukrainien.

L'appel que j'ai lancé ici même à la délégation russe, l'année dernière, est malheureusement tombé dans l'oreille d'un sourd. Quand la délégation russe finira-t-elle par nous entendre ? Quand la Russie se conformera-t-elle enfin à l'ordonnance de la Cour internationale de Justice du 16 mars 2022 en suspendant immédiatement les opérations militaires qu'elle a lancées sur le territoire de l'Ukraine ?

Quand la Russie donnera-t-elle enfin suite aux résolutions adoptées par cette Assemblée pour mettre fin à l'agression et parvenir à une paix globale, juste et durable en Ukraine, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies ?

Aujourd'hui, la guerre continue. L'occupation par la Russie de territoires ukrainiens, y compris la Crimée, continue. Les crimes de guerre commis au quotidien contre des civils, y compris des enfants ukrainiens continuent.

L'Ukraine peut continuer de compter sur notre solidarité et sur notre soutien pour l'aider à défendre son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale dans ses frontières internationalement reconnues, conformément à l'article 51 de la Charte.

Pour être durable, la paix doit être une paix juste. Les responsables des crimes les plus graves commis en Ukraine devront répondre de leurs actes. Nous soutenons le travail engagé par les autorités judiciaires ukrainiennes et la Cour pénale internationale. Et nous soutenons la mise en place d'un Tribunal international spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine.

Le Luxembourg a été victime du crime d'agression par deux fois, au siècle passé, quand les Nations Unies n'existaient pas encore. Le crime d'agression ne saurait rester impuni si nous voulons éviter qu'il soit de nouveau commis à l'avenir.

Monsieur le Président,
Chers collègues,

C'est la huitième fois que j'ai l'honneur d'intervenir au débat général depuis que j'ai assumé la fonction de Premier ministre en 2013. Je suis fier du chemin parcouru et des contributions tangibles que le Luxembourg a faites aux Nations Unies pendant cette période.

Nous avons été un membre actif du Conseil de sécurité en 2013-2014. Forts de cette première expérience, nous avons décidé en 2016 de présenter une nouvelle candidature du Luxembourg au Conseil de sécurité, pour le mandat 2031-2032. En décembre 2013, mon pays s'est porté candidat au Conseil des droits de l'homme et nous avons été élus en octobre 2021 pour le mandat 2022-2024. En octobre 2022, nous avons présenté notre candidature au Conseil exécutif de l'UNESCO pour la période 2025-2029.

Une candidature à une élection n'est pas une fin en soi. Le Luxembourg est candidat pour apporter une valeur ajoutée et s'engager au service des Nations Unies.

Notre engagement continue. Nous nous engageons aussi pour moderniser les Nations Unies, les ouvrir davantage aux jeunes et à la société civile.

Continuons de renforcer le rôle de cette Assemblée, en particulier quand le Conseil de sécurité est bloqué par le veto d'un membre permanent. Ayons le courage de réformer le Conseil de sécurité afin de le rendre plus représentatif du monde d'aujourd'hui, plus efficace et plus redevable à l'égard de l'ensemble des États membres. Permettons aux pays africains d'y prendre toute la place qui leur revient.

Monsieur le Président,

Mon message est simple : les Nations Unies peuvent continuer de compter sur l'appui et le contribution active du Luxembourg, aujourd'hui et à l'avenir, pour tenir la promesse de la Charte.

Je vous remercie.